Semaine 04 - Janvier 2014
L'hebdo petit mais costaud !

FO'Hebdo

BUDGET À GÉOMÉTRIE VARIABLE ?

Nous ne sommes plus à une contradiction près !
Mais à l'heure où les directions locales des Finances Publiques (Loire-Atlantique comprise) ont vu leur budget 2013 terminer dans le rouge, en sachant que le budget 2014 subit lui aussi une nouvelle baisse (moins 4% des crédits de fonctionnement), l'annonce de l'obligation pour l'ensemble des agents de se doter d'une carte professionnelle, sonne comme une provocation. Il serait intéressant d'en connaître le coût...

En outre, la centralisation des documents et photos va alourdir les missions de nos services RH déjà fortement sollicités (ils sortent de la "campagne de mutations).

POUR TOI PUBLIC ?

Encore une nouveauté !
Le plafond des encaissements en numéraire ne devra plus dépasser 300 € (sauf exception exceptionnelle ... et régisseurs).
Que cherche le législateur? Est-ce la seule solution trouvée pour limiter les encaisses dans nos services ?
Sauf que depuis 2008, nous traversons une grave crise financière. Comment vont par exemple faire les usagers interdits bancaires ? Tous ceux qui souffrent de difficultés financières ne seront éligibles à aucun des moyens modernes de paiements (prélèvement à l'échéance, télépaiement, carte bancaire, ...).

On voudrait dissuader les paiements en espèces qu'on ne s'y prendrait pas autrement ....
Cette nouvelle règle ne serait pas aussi saugrenue, vu le contexte actuel, ça en serait presque risible! En effet, on entend beaucoup les contribuables nous dire ces temps-ci qu'ils ne feront plus confiance à nos services et payeront désormais en numéraire... Car cette année, bien qu'ils aient déjà réglé par chèque, ils reçoivent des rappels parce que nos services ont du retard dans l'encaissement des chèques !
Ceux qui prennent de telles décisions ne sont pas ceux qui reçoivent les doléances *(pour ne pas dire plus)* lors de la réception du public .... il est vrai que désormais nous devons considérer que nous sommes d'abord au service de l'Etat avant celui du public *(dixit notre direction locale)*!

ÇA GROGNE !

La direction locale vient de demander aux agents de recenser les macros dont ils se servent (macros créées pour améliorer les applications professionnelles).... et ce, sans doute, du fait du passage des ordinateurs sous le système d'exploitation "Windows *Seven*".
Comme nous vous le disions (cf : FO Hebdo n°51-2013), cela va poser des problèmes pour nos versions Word et Excel trop anciennes.

Qu'en sera-t-il des macros, ces petits outils intelligents qui nous font gagner du temps ?
Cerise sur le gâteau ... le délai très court accordé aux agents pour effectuer ce recensement.... comme si on se tournait les pouces aux Finances Publiques !!!

L'AUSTERITÉ RESTE LA RÈGLE !

Il y a un peu plus de 18 mois, certains espéraient le changement.
En effet, après 5 ans de RGPP, de restructurations, de suppressions de postes dans tous les ministères, mais aussi de gel du point d'indice, il paraissait inconcevable qu'un gouvernement prônant le changement applique la même politique d'austérité 2 ans après.
C'est oublier un peu vite que le Pacte budgétaire européen, c'est-à-dire le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) nous impose des contraintes sans précédent.
Le gouvernement a voulu nous faire croire que le traité initié par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avait été renégocié, ce qui est faux bien entendu.
Il a simplement été ajouté une annexe sur le pacte de croissance d'un montant de 120 milliards dont la moitié était déjà budgétisée. La logique reste donc la même avec des contraintes budgétaires fortes sur les Etats avec l'interdiction de dépasser un déficit structurel supérieur à 0,5 % du PIB, sous peine d'amendes.
C'est dans ce contexte que s'ouvrent les futures discussions sur l'avenir des carrières des fonctionnaires et la refonte de la grille indiciaire suite au rapport Pécheur.
Bien sûr, ***FO*** restera combative lors des concertations et négociations à venir, mais reste pragmatique et réaliste sur les réalités budgétaires.
En effet quand, dans le même temps, le gel du point d'indice est maintenu, les mesures catégorielles sont en berne (promotions, primes, etc.), les crédits d'action sociale largement amputés, et les effectifs supprimés par pans entiers dans les missions ministérielles soi-disant non prioritaires, la crédibilité du gouvernement est mise à mal.
Une fois de plus, le dialogue social a démontré ses limites.
FO fait le constat que seule l'action syndicale pourra entraîner une autre orientation. Nous devons donc construire dès le début de l'année 2014 le rapport de force nécessaire pour faire infléchir cette politique gouvernementale !

FO DGFiP 44 : 4 Quai Versailles BP 93503 44035 Nantes 02 40 20 76 56 http://www.fo-dgfip-sd.fr/044
Rédaction : Chrystelle TONNELIER - M-Claire DOMINICI - Pascal PERRON - Gilles BELIN -